

Des groupes citoyens demandent à la CMM de réexaminer son appui au démarrage d'Enbridge 9B

Montréal, le 11 novembre 2015 -- Les Citoyens au Courant de Vaudreuil-Soulanges, appuyés d'autres groupes citoyens¹, [ont écrit une lettre au Maire Coderre lundi dernier](#) pour lui demander de réexaminer son appui au démarrage prochain de l'oléoduc 9B d'Enbridge.

« C'est sur la base d'informations qui n'étaient pas disponibles le 30 septembre que nous implorons Monsieur Coderre et la CMM de prendre le temps de réexaminer leur position dans ce dossier », indique Lorraine Caron, porte-parole des Citoyens au Courant (CaC).

Les CaC contestent la validité du feu vert accordé par l'Office national de l'énergie (ONÉ) au projet d'Enbridge. Ils s'appuient sur le fait que les tests hydrostatiques effectués n'ont pas respecté la norme minimale canadienne sur les *Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz* (CSA-Z662). Par ailleurs, ils invoquent aussi le fait que l'ONÉ n'a pas suivi sa propre recommandation sur l'usage des tests hydrostatiques, élaborée suite à une enquête publique sur les défaillances d'oléoducs au Canada.

Lors de leur passage à l'assemblée du Conseil de la CMM le 1^{er} octobre dernier, les CaC ont déposé des documents qui décrivent les conséquences de la modification à la baisse par l'ONÉ de la pression des tests hydrostatiques. « La pression ordonnée le 18 juin aurait permis de démontrer clairement au public si le pipeline est en mesure de tenir la route avec le projet d'inversion. Avec un test à pression réduite, l'ONÉ nous dit qu'on a une sécurité suffisante, mais ne nous dit pas qu'il prend le risque calculé de devoir surveiller la croissance de fissures que le test n'a pas pu éliminer », affirme Christian Foisy, membre des CaC.

L'entente de collaboration entre la CMM et l'ONÉ signée lundi prévoit un dialogue continu et des échanges d'information constants, desquels « l'intérêt public et le citoyen en sortiront gagnants », selon le maire Coderre. Cependant, d'après une note administrative de la CMM concernant les tests hydrostatiques, les CaC considèrent que l'ONÉ n'a pas donné l'heure juste aux élus concernant sa décision. « L'ONÉ doit clairement expliquer les tenants et aboutissants de sa décision afin que la CMM puisse donner un consentement éclairé. Nous pensons que les informations que les CaC ont mis de l'avant sont suffisamment importantes pour que la CMM réexamine son appui au feu vert de l'ONÉ, sans quoi ni l'intérêt public ni le citoyen ne pourront véritablement en ressortir gagnants », conclut Lorraine Caron.

- 30 -

SOURCE : Les Citoyens au Courant

Pour information : Lorraine Caron | 514-577-2644 | caronlor@yahoo.com

¹ Alerte Pétrole Rive-Sud, Coalition Vigilance Oléoduc, Comité Vigilance Hydrocarbures Repentigny, Comité Vigilance Environnementale de l'Est de Montréal, Oléoduc Laval En Amont, Regarde Citoyen (St-Joseph du Lac).